

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [92] (2004)
Heft: 1487

Rubrik: Dossier
Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Violence des femmes: du prétexte antiféministe aux nouvelles perspectives genre

«L'écheveau est serré : comment même penser la violence des femmes, alors que la violence sur les femmes est de loin la plus manifeste, la plus établie et qu'elle éclate atrocement lors des guerres d'hier et de maintenant ? Le dimorphisme est si évident qu'il pourrait imposer silence à une quelconque réflexion sur la violence des femmes.»*

E. J-R.

Depuis la fin des années nonante, ce dimorphisme, qu'Arlette Farge et Cécile Dauphin annonçaient comme «si évident», a subi de lourdes attaques sur plusieurs plans.

Sur le plan de la vie conjugale tout d'abord. Les décennies 70 et 80 ont été celles d'une prise de conscience des dégâts causés par la violence des hommes à l'encontre des femmes au sein du couple et de la famille. Mais, dès la fin des années 90, un déni virulent de cette violence conjugale masculine s'est développée, notamment dans des études statistiques** venues de pays anglo-saxons. Ces études, au caractère scientifique très contestable, tentent de démontrer qu'hommes et femmes sont égaux face à la violence conjugale, qu'hommes et femmes sont à parts égales victimes de la violence de l'autre.

Plus récemment encore, la violence féminine a fait la une de l'actualité, cette fois sur un plan plus «public», avec les affaires de tortures dans les geôles irakiennes. La soldate Lynndie England est devenue la figure tristement emblématique des exactions américaines à l'encontre de prisonniers irakiens torturés et humiliés.

Face à de telles révélations ou pseudo-révélations, les féministes s'indignent ou se «réjouissent». S'indignent de la malhonnêteté d'études psycho-sociologiques qui tentent de minimiser l'impact de la violence masculine en transformant les victimes en bourreaux. «Se réjouissent» de la fin de «l'idéal féminin» et des thèses essentialistes. Faut-il alors s'indigner ou «se réjouir» ? Faut-il taire la violence des femmes pour ne pas laisser prise à la hargne antiféministe ? Ou, au contraire, la considérer pleinement dans le but d'inscrire femmes et hommes dans le même genre humain, aussi peu séduisant soit-il ?

Des raisons de se taire

Examinons d'abord les raisons de s'indigner. Les années 80 et le désormais fameux «backlash» signent un sursaut antiféministe certain, parce que les femmes ont tout obtenu, parce que les hommes sont devenus de pauvres créatures dépourvues d'identité, parce qu'on ne peut décidément pas se passer des contraintes claires de la tradition. Plus près de nous encore, des lobby masculinistes sévissent : on se rappelle qu'Yvon Dallaire, gourou masculiniste qui n'hésite pas à avancer que dans les prisons 40% d'hommes innocents croupissent à cause de dénonciations mensongères de femmes, avait organisé un colloque à Genève le 8 mars 2003. En France, sous prétexte de droit à la paternité, SOS Divorce diffuse sans vergogne un fiel antifemmes, accusant les magistrats de crédulité envers les fausses affirmations des femmes en matière de moeurs. Et c'est

dans ce contexte peu réjouissant que s'inscrit une partie des nouvelles donnes sur la violence des femmes principalement en matière conjugale. En effet, une controverse scientifique s'est cristallisée autour d'études, presque exclusivement anglaises et états-unies, qui essaient de démontrer que les femmes sont aussi violentes dans le couple que les hommes. Et lorsque l'on sait qu'une de ces études, par exemple, reposait sur l'analyse de bandes dessinées ou qu'une autre ne prenait en considération que des sujets âgés entre 14 et 22 ans, on peut à juste raison s'interroger sur la validité de leurs résultats. D'autant plus que toutes les enquêtes fondées sur les données de la police et de la justice viennent infirmer la prétendue symétrie entre violence féminine et masculine dans le cadre conjugal.

Des raisons d'en parler

La violence se décline donc encore quantitativement largement au masculin. Pour autant, cela ne signifie évidemment pas que l'agressivité, la colère et la violence soient l'apanage des hommes. Nous arrivons aux raisons de «nous réjouir». Hormis cette consécration : les femmes sont des humains capables de violence et il n'y a désormais, pour autant qu'il y ait jamais eu, plus aucune raison de céder à la tentation de l'idéal féminin, un champs d'investigation s'offre à notre entendement. Prendre en considération la violence des femmes dans des études sérieuses dépourvues de ressentiments antiféministes a au moins deux intérêts. Le premier est une intégration et une visibilité plus grandes des femmes dans l'Histoire. Actrices actives de toutes les sociétés et de tous les événements historiques, les femmes doivent pouvoir apparaître dans les proportions qui leur sont dues et pas seulement comme figures emblématiques à la limite de l'exceptionnel. Jeanne d'Arc ou Catherine II ne doivent pas nous faire oublier les partisanes militantes plus anonymes de la Révolution ou les résistantes de la Seconde Guerre mondiale.

Le second est, dans une perspective humaniste, d'intégrer l'étude de la violence des femmes dans des études générales sur la violence des êtres humains pour une meilleure compréhension, et peut-être une meilleure prévention du fléau violence.»

*Sous la direction de Cécile Dauphin et Arlette Farge, *De la violence et des femmes*, 1997

** Pour aller plus loin : Daniela Gloor, Hanna Meier, *Les hommes victimes de violence –aspects scientifiques et sociopolitiques du débat*, 2004



PHOTOGRAPHIE: AGNÈS DENIS

Lynndie England, femme tortionnaire: petite revue de presse non exhaustive

Suite aux sévices commis dans la prison d'Abou Ghraib, sept militaires américains ont été accusé-e-s de tortures sur des prisonniers irakiens. Quatre hommes et trois femmes. Mais Lynndie England est la seule dont on ait retenu le nom et le visage.

C.H. et E.J-R

Il faut dire que ce bourreau n'est pas comme les autres, d'abord il est femme, ensuite il est future mère. Même la grammaire française peine à déterminer la façon d'accorder une telle «confusion des genres». Conséquence : certains journalistes hésitent, cette femme est-elle un monstre ou une victime sous influence ? «Lynndie England a été décrite mercredi et hier, lors de sa comparution devant une cour militaire à Fort Bragg, en Caroline du Nord, comme une soldate indisciplinée et sous l'influence de son fiancé, le caporal Charles Graner. Ce dernier a été présenté comme le metteur en scène des abus.» *Le Matin, 6 août 2004*

Cependant le sentiment d'incompréhension et d'horreur prédomine pour Blaise Willa dans le *Matin du 16 mai 2004* : «D'abord, l'insoutenable violence de la torture. De la nudité des prisonniers, de la contrainte sexuelle. Puis le sourire, lui aussi insupportable, du tortionnaire. Puis enfin, derrière le rire, derrière la cigarette qui brûle, la femme, la femme tortionnaire, la fille bourreau à jamais immortalisée dans son horreur grimaçante. Les photographies venues des prisons irakiennes, si elles ont scandalisé la terre entière, ont aussi secoué des hommes et des femmes dans leurs convictions ; pire, dans leur certitude : la femme, la mère, stéréotype de la douceur et du pacifisme, peut donc elle aussi torturer. La jeune bourreau américaine Lynndie, on l'apprendra plus tard, était enceinte. Seule l'horreur peut-elle consacrer l'égalité des sexes ? La femme serait-elle donc pire que l'homme ?» Question révélatrice : il semblerait que l'égalité ne soit jamais possible, ou les femmes se comportent avec la douceur qui sied à leur sexe, ou elles sombrent dans une horreur qu'aucun homme ne peut parvenir à dépasser, ni même à atteindre.

Son de cloche presque aussi benoîtement désenchanté du côté de *l'Hebdo du 13 mai** : «Que des femmes se prêtent à ce jeu sinistre et qu'elle y prenne du plaisir, voilà qui relevait jusqu'alors de l'indivable. Ou de l'inimaginable...». Et c'est peut-être là que réside l'aspect le plus dérangeant de cette affaire, qui ressemble à une prise de conscience désagréable. La découverte que l'uniforme peut livrer les femmes à d'aussi bas instincts que des hommes en treillis.» *L'Hebdo 13 mai 2004*

Il n'y a finalement que Gisèle Halimi dans *Libération du 18 juin* pour garder la tête froide et nous rappeler que : «Nous avons appris, il y a plus d'un demi-siècle, que quelques femmes avaient aidé, dans les camps, à la solution finale. Les «chiennes de Buchenwald» et quelques autres représentaient alors l'avatar (égalitaire) presque inévitable de cette nuit noire de l'humanité tout entière que fut l'extermination de plusieurs millions d'êtres humains. Dans leur cruauté, ces révélations illustrent l'absurdité de la thèse essentialiste de la «nature féminine», maternelle et accueillante. On a fabriqué des femmes tortionnaires. Comme les hommes, plus nombreux, plus présents sur les terrains d'opérations. Mais le processus, rigoureusement identique, a prouvé son efficacité. Sauf que l'existence de femmes tortionnaires dérange l'entendement moyen, indigne. Davantage que les hommes. Toujours par référence à l'«idéal» féminin fabriqué de toutes pièces par le discours ségrégationniste. On ne naît pas tortionnaire, on le devient. Hélas.»

* Dossier réalisé par Michel Beuret, Véronique Raboud, Jocelyn Rochat et Pierre-André Stauffer.

Les femmes et la guerre : victimes, combattantes et actrices de la paix

L'illusion de croire que les femmes seraient absentes de la guerre est toujours plus mise à mal. La Seconde Guerre mondiale a mis en avant leur rôle dans la gestion de la logistique, essentiel pour mener une guerre. Les conflits intra-étatiques des années 90, dont 90% des victimes sont des civils, ont révélé leur implication multiple dans le processus étendu et diversifié de la violence. Pourtant, on continue de ne voir en elles que des figures de second rôle, dans ce jeu pensé par et pour les hommes qu'est la guerre. Les quelques évidences suivantes devraient donner matière à soupçon.

AURORE DUTEIL

Les femmes victimes

Les femmes sont des victimes de la guerre : une première évidence ayant toutefois nécessité la rédaction d'un rapport conséquent de l'ONU, selon la demande formulée dans la résolution du Conseil de Sécurité 1325 (2000). La question (dérangeante) est celle de la plus grande vulnérabilité des femmes dans la guerre. Difficile de trancher. En un sens, oui, les femmes sont plus vulnérables que les hommes : la majorité des victimes, des personnes déplacées et des réfugiés, suite à un conflit, sont les femmes (et les petites filles, généralement comprises dans le même groupe). En même temps, pour certains spécialistes, le sexe n'est pas une variable explicative du taux de vulnérabilité, mais de la nature de celle-ci : les femmes ne seraient ainsi pas exposées aux mêmes risques que les hommes, leur vulnérabilité serait sexuellement différenciée.

Différence dans les formes de violence exercées contre elles, comme armes de guerre : en particulier la violence et l'exploitation sexuelle (comprenant la torture, le viol, les grossesses forcées, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, le trafic). Les conséquences en terme de santé, liées à ces violences sexuelles, leur sont également spécifiques : notamment la contamination par des maladies sexuellement transmissibles, dont le VIH. Enfin, les femmes sont menacées dans leur survie, en raison de conditions de subsistance fortement dégradées par l'absence du chef de famille, parti à l'armée. Elles doivent ainsi assurer la gestion de leur foyer, alors même que certains droits fondamentaux ne leur sont pas reconnus, tels l'accès à la propriété foncière ou patrimoniale.

Les femmes combattantes

Les femmes sont des participantes actives des conflits : une deuxième évidence généralement plus difficile à accepter, étant donné la pérennité de la vision des femmes comme civils, donc comme victimes. Les quelques chiffres qui vont suivre démontent en partie ce lieu commun. Pendant la première guerre du Golfe, on comptait 40 000 femmes dans les rangs de l'armée américaine. Au Nicaragua, 30% des troupes sandinistes étaient des femmes, occupant les postes de commandantes à ceux de simples fantassins. Au Salvador, elles représentaient 25% des troupes de Marti. En Colombie, elles sont encore près de 40% dans les troupes de la guérilla. Si les femmes sont de plus en plus présentes, en tant que combattantes dans les conflits conventionnels, à travers une représentation croissante dans l'armée régulière (ainsi, le corps de l'armée américaine est actuellement composé à 14% de femmes, sans oublier les exemples de pays où le service militaire est obligatoire aussi bien pour les hommes que pour les femmes, comme en Israël), c'est dans les conflits dits «non conventionnels», telles que les guérillas ou les guerres de libération nationale, que la participation des femmes au combat est la plus importante. Les statistiques ne disent pourtant pas tout. Elles occultent en particulier le caractère souvent forcé de celle-ci. En effet, les femmes participent aux combats certes, mais sont également l'objet d'une instrumentalisation. Ainsi, dans le cas des guérillas, elles sont employées dans les camps militaires pour remplir les tâches ménagères traditionnelles (de la cuisine à l'entretien du camp) et comme esclaves sexuelles. Cette relation instrumentalisée se fait parfois avec l'accord silencieux de la communauté. Dans un marchandage des plus sombres, la population civile accepte l'esclavage sexuel en contre-partie de sa protection par les hommes, les soldats. La part active des femmes dans la guerre, se fait aussi souvent de manière non conventionnelle. Choisir une femme comme porteuse de bombe suicidaire est devenue une question de stratégie : attirant moins les soupçons, elle pourra dissimuler la bombe sous ses vêtements, donnant l'image d'une femme enceinte, vulnérable, incapable de provoquer la mort, puisque c'est la vie qu'elle est supposée porter.

Les femmes actrices de la paix

La médiatisation des femmes comme victimes de guerre, ou la mise au jour de leur rôle de combattantes occultent leur dernière, mais tout aussi importante, forme de participation dans les conflits : celle de militantes pour la paix, et leur part active dans la reconstruction post-conflit. Une dépréciation renforcée par leur exclusion de la table des négociations formelles, de la signature des accords de paix, alors même que leur contribution a pu être essentielle dans les étapes préparatoires pour renouer le dialogue, lors des négociations informelles. Les récentes études en la matière ont permis une meilleure compréhension de l'action des femmes, dans la création de programmes en faveur de la paix, du désarmement. Le passage à la reconnaissance de ces actions et mobilisations, notamment à des échelles locales, et l'intégration du savoir des réseaux de femmes dans la diplomatie préventive reste encore très critique, bien qu'encouragée par l'ONU et de nombreux collectifs de femmes.

Un paradoxe de la relation plurielle des femmes avec la guerre se dessine ainsi en filigrane : tandis que la symbolique



PHOTOGRAPHE : AGNÈS DENIS

associe le caractère féminin à la paix, interprète l'exercice de la violence par une femme – et ce, même dans les conditions exceptionnelles nées de la guerre – comme une transgression des normes et valeurs de la féminité, leur rôle comme actrices de la paix n'est toujours que peu reconnu. Pourtant, « La femme n'existe pas... et surtout pas dans la guerre. Ce sont «des femmes» et non cette figure iconique de l'idéal féminin. Les femmes, dans leur diversité, leur pluralité ne sauraient dès lors être réduites à un groupe homogène, virtuel, un label pour droit humanitaire. Comme les hommes, elles souffrent, haïssent, combattent, militent dans et/ou contre la guerre. Comme les hommes, elles en sont parfois les victimes et parfois les bourreaux. Comme eux et différemment d'eux. On appelle ça, la dimension de genre, concept analytique servant à l'étude de l'organisation sociale de la relation entre les sexes. Genre et guerre devient une thématique toujours plus prisée, offrant l'opportunité de briser la vision figée traditionnelle de la guerre, celle d'une entreprise menée par les hommes, selon la masculinité idéale du «soldat-guerrier-héros» protégeant la femme, condamnée au second rôle de la victime, parce qu'être vulnérable par définition. Femmes, violence et guerre est ainsi à repenser dans un kaléidoscope de situations différentes. Les études en cours sur le génocide au Rwanda en sont un exemple. Des images de femmes torturées puis tuées : insoutenable. Des images de femmes encourageant les génocidaires, leur fournissant un soutien logistique et moral, les incitant à la violence, maniant parfois la machette: insoutenable, mais encore plus difficilement compréhensible. Et puis, des images de femmes, anciennes combattantes, fortement engagées dans le processus de reconstruction et de maintien de la paix. Le

Rwanda, mais aussi le Kosovo, la Sierra-Leone, la République démocratique du Congo, le Libéria : autant de conflits, autant d'initiatives de femmes pour reconstruire la paix, autant d'espoirs.

Plutôt que d'éluder le rôle des femmes en tant que combattantes de guerre (volontaires, forcées, ou manipulées), pourquoi ne pas essayer de le comprendre ? Se dégager de l'image surfaite que la violence est réservée aux hommes. Repenser alors la place des femmes, dans la guerre et dans la paix, à travers la reconnaissance de leur expérience différente de celles-ci, et de leurs capacités différentes, complémentaires, dans le processus de négociation. Et peut-être d'apporter la paix. »

Pour en savoir plus :

CICR, Women facing war (2001)

Inger Skjelsbaek & Dan Smith, Gender, Peace and conflict (2001).

London : Sage

United Nations, Women, Peace and Security : (2002)

United Nations, Rapport du secrétaire général sur les femmes, la paix et la sécurité (octobre 2002)

Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes:
<http://www.unifem.org/>

Portail internet sur la thématique «femmes, paix et sécurité»
(site en anglais) <http://www.womenwarpeace.org>

La dissimulation des rapports de pouvoir entre les sexes

Le mythe de la femme violente

La violence des femmes est marginale. En parler comme d'un problème central qui équivaudrait à la violence masculine revient à nier les rapports de domination entre les sexes et à ne pas se donner les moyens de les combattre. Or, les changements en matière de rapports sociaux de sexe doivent s'accompagner d'une réflexion critique sur la position dominante des hommes dans la société.

LAURENCE BACHMANN

Parler de la violence des femmes ne doit pas nous faire oublier la violence masculine: l'écrasante majorité de la violence conjugale est exercée par des hommes sur des femmes. Or, cette réalité engendre de grandes résistances, quand elle n'est pas simplement niée. A commencer par les réticences à financer des recherches sur le sujet, à ne pas chiffrer et nommer la violence. Mais une fois effectuées, les enquêtes sur la violence conjugale ne suffisent pas; encore faut-il qu'elles soient prises au sérieux. La sociologue Patrizia Romito (1) constate en effet que la crédibilité des enquêtes sur la violence est toujours remise en cause: on les accuse d'être partiales ou trop «militantes». La gravité du problème est souvent contestée; la violence est minimisée. Les arguments abondent pour prouver qu'il s'agit en fait de séduction ou que «la femme l'a sûrement cherché». On constate également que les hommes violents sont souvent excusés ou jugés avec indulgence. Et depuis peu, on s'inquiète de leur souffrance. Dans ce contexte, dénoncer les rapports de domination à travers les recherches sur le sujet relèverait d'un «féminisme victimiste» (sic). Or, Patrizia Romito note très justement que ce terme n'est jamais employé dans d'autres rapports de force: a-t-on déjà entendu parler de «socialistes victimistes» ou d'«écologistes victimistes»? Mais la forme la plus insidieuse de résistance à cette réalité consiste à se donner l'illusion d'une symétrie entre la violence exercée par les hommes et celle exercée par les femmes : «finalement, les femmes aussi sont violentes».

Un mythe qui rassure

Le mythe d'une égalité entre les femmes et les hommes en matière d'exercice de la violence, fortement véhiculé par les médias, rassure beaucoup de femmes ; il évincer leur prise de conscience, émancipatrice mais aussi douloureuse, des rapports de pouvoir entre les sexes. Car, qu'on le veuille ou non, les homicides conjugaux sont l'aboutissement d'un système global de domination. Dans une recherche sur les crimes dits «passionnels» (2), trois chercheuses constatent que hommes et femmes ne tuent pas leur partenaire amoureux dans les mêmes circonstances, ni pour les mêmes raisons: les hommes tuent pour garder leur épouse, les femmes tuent pour se débarrasser d'un mari violent. Le mythe de la symétrie dans la violence réconforte dès lors surtout les hommes; il leur évite de remettre en question leur place privilégiée dans la société, qui se reproduit notamment à travers la démonstration de leur virilité. L'apprentissage social de la virilité, fondement de l'identité mas-

culine, qui concerne de façon plus ou moins importante tous les hommes, s'effectue à travers la dévalorisation du féminin (3). Celle-ci peut se faire par les mots (interrompre, se moquer, dénigrer, insulter) mais aussi par les gestes, à travers l'usage de la force ou de la violence (gifler, frapper, étrangler). En cela, la violence physique des hommes sur les femmes s'inscrit dans le continuum de la définition sociale de la virilité. Appréhender la violence masculine comme partie prenante du système de domination patriarcale – plutôt que de le minimiser – constitue dès lors le seul moyen de la dépasser. »

Références :

- (1) Romito, Patrizia, «Les attaques contre les enquêtes sur les violences envers les femmes, ou qui a peur des chiffres sur les violences commises par les hommes?», in *Nouvelles Questions Féministes*, Volume 22, n°3, *Antipodes*, 2003, pp.82-87. Voir également le dossier que cette revue a consacré sur le sujet.
- (2) Annick Houel, Patricia Mercader, Helga Sobota, *Crime passionnel, crime ordinaire?*, PUF, Paris, 2003.
- (3) Cf. l'article de Christian Schiess dans notre précédent numéro de l'*émilie*, «On ne naît pas dominant, on le devient».

Evitons de tomber dans le piège de la symétrie !

PROPOS REÇUEILLIS PAR SYLVIA ANDERSEN ET ROSSELA BOTTARI

Lucienne Gillioz est sociologue. Elle a occupé le poste d'adjointe à la direction du Service pour la promotion de l'égalité entre homme et femme de Genève et, aujourd'hui, jouit de sa pré-retraite. Auteure de plusieurs recherches, elle a publié de nombreux articles et ouvrages, notamment, *Voir et agir: Responsabilités des professionnel-le-s de la santé en matière de violence à l'égard des femmes* en 2003, ainsi que, en 1996, *Domination et violence envers la femme dans le couple*; cette étude est la première parue en Suisse sur ce sujet.

L'émilie: A votre avis, comment peut-on définir ou aborder la violence des femmes dans le contexte conjugal ou familial?

L.G. En premier lieu, il est nécessaire d'aborder cette question sous l'angle du genre, c'est-à-dire à la lumière des rapports sociaux hommes-femmes, et non seulement en termes psychologiques et individuels, afin de faire face aux courants qui veulent accréditer la thèse des violences symétriques. On peut dire qu'il existe des femmes exerçant des violences sur des hommes ou leurs enfants, mais il ne faut pas oublier que, globalement, dans notre société, c'est le féminin qui est socialement dévalorisé et discriminé et que les principales victimes de violences sont les femmes.

Il existe une utilisation idéologique du thème de la violence des femmes par certains groupes. Cela pour ne pas reconnaître le



L'émilie: Pourquoi insistez-vous sur le piège de la symétrie entre violences masculines et violences féminines ?

L.G. Toutes les données militent contre la symétrie. La violence des femmes existe, mais est bien moins importante que l'inverse. De plus, les violences féminines et masculines n'entraînent pas les mêmes conséquences. Les hommes ayant plus de force physique infligent des blessures plus graves à leurs partenaires, mais aussi ils sont plus à même de se défendre s'ils sont attaqués. N'oublions pas non plus les situations économiques et sociales différentes des hommes et des femmes qui font que les uns et les autres n'ont pas les mêmes possibilités de se sortir d'une situation de violence. Evitons donc de tomber dans le piège de la symétrie !

L'émilie: A Genève, il existe une association, Face à face, qui s'adresse aux femmes ayant des comportements violents. Le peu de structures existantes aujourd'hui donne à penser qu'il n'est pas prioritaire de leur venir en aide.

L.G. Au préalable, pour répondre à une telle question, il serait nécessaire d'investiguer l'ampleur du phénomène. Une aide pourrait être proposée mais toujours dans une perspective de genre, c'est-à-dire en tenant compte de la position et des difficultés spécifiques des femmes qui recourent à la violence. Dans l'enquête de 1996 faite en Suisse sur la violence envers les femmes, on a pu constater que les femmes victimes de la violence de leur mari étaient aussi, plus souvent que les autres, violentes envers leurs enfants.

L'émilie: Dernièrement, la question de la violence des femmes a fait les titres de la presse. Notamment, dans le cas de la soldate américaine ayant participé à des exactions envers des prisonniers irakiens.

L.G. La presse raffole de scoops. Un évènement mettant en scène une femme violente, c'est rare. Dès lors, les médias s'en emparent et font mousser la chose. Dans le canton de Vaud, un procès a eu lieu il y a quelques années impliquant une femme ayant battu son époux pendant une dizaine d'années. A cette occasion, même des journalistes alémaniques s'étaient déplacés, ce qui n'arrive jamais lors des nombreux procès impliquant des hommes violents !

L'émilie: Pensez-vous que chaque fois que l'on aborde le sujet des femmes violentes, ce même mécanisme a lieu ?

L.G. Actuellement, la violence des femmes fait l'objet d'un grand débat dans le monde scientifique, particulièrement en Allemagne et aux USA. Les études publiées sont très controversées, notamment au sujet de la méthode utilisée pour la récolte des données mettant en évidence la violence des femmes. Il n'y a pas de raison pour ne pas aborder ce problème dans le champ scientifique, mais il faut éviter le piège des idéologies. Ce thème est difficile à traiter de façon rigoureuse, car, touchant aux rapports hommes/femmes, il soulève de nombreuses passions.

L'émilie: Peut-on dire que ce sujet est un tabou dans les milieux féministes ?

L.G. Peut-être, mais politiquement, au sens large du terme, on peut comprendre leurs réticences. Lorsqu'un sujet est brûlant, au sens de l'actualité, il est indispensable d'estimer les conséquences du lièvre que l'on soulève. Serait-il opportun par exemple, actuellement en Suisse, dans un contexte de xénophobie et de durcissement des lois à l'égard des étrangers, que les associations humanitaires se préoccupent de mettre en évidence les exactions commises par des étrangers, alors même que l'on sait qu'ils demeurent un groupe discriminé dans notre société ? »